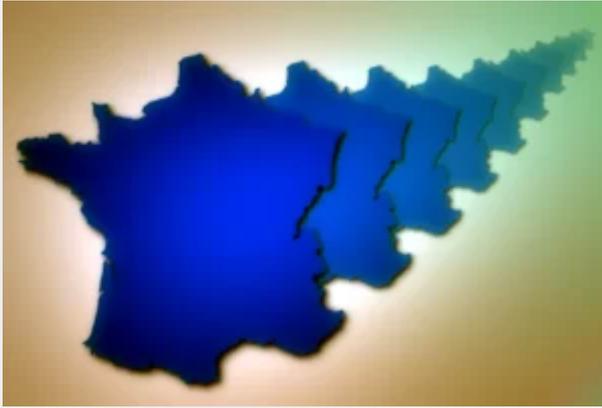


Où va la France ?



La France est bel et bien en train de rejoindre le camp des démocraties « illibérales » juge Jean-François Bayart, professeur à l'IHEID, pour qui Emmanuel Macron vit dans une réalité parallèle et joue avec le feu.



Des policiers armés gardent le Conseil constitutionnel, peu avant sa décision de rejeter un référendum sur la réforme des retraites. Paris, 3 mai 2023 – © YOAN VALAT/keystone-sda.ch



Par Jean-François Bayart, professeur à l'IHEID (Genève), chaire Yves Oltramare « Religion et politique dans le monde contemporain »

Où va la France ? se demande la Suisse. La mauvaise réponse serait de s'arrêter à la raillerie culturaliste des Gaulois éternels mécontents. La crise est politique. Emmanuel Macron se réclame de l'« extrême centre » qu'incarnerent successivement, dans l'Histoire, le Directoire, le Premier et le Second Empire, et différents courants technocratiques saint-simoniens. Il

est le dernier avatar en date de ce que l'historien Pierre Serna nomme le « poison français » : la propension au réformisme étatique et anti-démocratique par la voie de l'exercice caméral et centralisé du pouvoir.

Le conflit des retraites est le symptôme de l'épuisement de ce gouvernement de l'extrême centre. Depuis trente ans, les avertissements n'ont pas manqué, que les majorités successives ont balayés d'un revers de main en criant aux corporatismes, à la paresse, à l'infantilisme du peuple. Administrée de manière autoritaire et souvent grotesque, la pandémie de Covid-19 a servi de crash test auquel n'ont pas résisté les services publics dont s'enorgueillissait le pays et qui lui fournissaient, au-delà de leurs prestations, une part de ses repères.

Lire aussi : La déprime française se radicalise

Emmanuel Macron, tout à son style « jupitérien », aggrave l'aporie dans laquelle est tombée la France. Il n'a jamais rien eu de « nouveau », et sa posture d'homme « providentiel » est une figure éculée du répertoire bonapartiste. Il n'imagine pas autre chose que le modèle néolibéral dont il est le pur produit, quitte à le combiner avec une conception ringarde du roman national, quelque part entre le culte de Jeanne d'Arc et la fantaisie réactionnaire du Puy-du-Fou. Son exercice du pouvoir est celui d'un enfant immature, narcissique, arrogant, sourd à autrui, plutôt incompetent, notamment sur le plan diplomatique, dont les caprices ont force de loi au mépris de la Loi ou des réalités internationales.

Ce pourrait être drôle si ce n'était pas dangereux. L'interdiction de l'« usage de dispositifs sonores portatifs » pour éviter les casserolades des opposants, le bouclage policier des lieux où se rend le chef de l'État, le lancement de campagnes de rectification idéologique contre le « wokisme », la « théorie du genre », l'« islamo-gauchisme », l'« écoterrorisme » ou l'« ultra-gauche » sont autant de petits indices, parmi beaucoup d'autres, qui ne trompent pas le spécialiste des régimes autoritaires que je suis. La France est bel et bien en train de rejoindre le camp des démocraties « illibérales ».

## Un arsenal répressif à disposition des pouvoirs suivants

D'aucuns crieront à l'exagération polémique. Je leur demande d'y regarder à deux fois en ayant à l'esprit, d'une part, l'érosion des libertés publiques, au nom de la lutte contre le terrorisme et l'immigration, depuis au moins trois décennies, d'autre part, les dangers que revêtent de ce point de vue les innovations technologiques en matière de contrôle politique et l'imminence de l'arrivée au pouvoir du Rassemblement national auquel les gouvernements précédents auront fourbi un arsenal répressif rendant superflues de nouvelles lois liberticides.

Il n'est pas question, ici, de « bonnes » ou de « mauvaises » intentions de

la part du chef de l'État, mais d'une logique de situation à laquelle il se prête et qu'il favorise sans nécessairement la comprendre. Macron n'est ni Poutine ni Modi. Mais il prépare l'avènement de leur clone hexagonal. Au mieux sa politique est celle de Viktor Orban : appliquer le programme de l'extrême droite pour éviter son accession au pouvoir.

Sur fond d'évidement des partis de gouvernement, un « flibustier » – pour reprendre le qualificatif de Marx à propos du futur Napoléon III – s'est emparé du butin électoral à la faveur de la sortie de route de Nicolas Sarkozy, François Hollande, Alain Juppé, François Fillon, Manuel Valls. Il a cru « astucieux », pour continuer à citer Marx, de détruire « en même temps » la gauche et la droite pour s'installer dans le confort d'un face-à-face avec Marine Le Pen. Mais Emmanuel Macron n'a été élu et réélu que grâce au concours des voix de la gauche, soucieuse de conjurer la victoire du Rassemblement national. Son programme, libéral et pro-européen, n'a jamais correspondu aux préférences idéologiques que du quart du corps électoral, hormis même la part croissante des non-inscrits et des abstentionnistes qui sape la légitimité des institutions.

## Un président aveugle et méprisant

Nonobstant cette évidence, Emmanuel Macron, ignorant de par son éducation et son itinéraire professionnel les réalités du pays profond, primo-élu à la magistrature suprême sans jamais avoir exercé le moindre mandat local ou national, a entendu faire prévaloir la combinaison schmittienne d'un « État fort » et d'une « économie saine » en promulguant ses réformes néolibérales par voie d'ordonnances, en court-circuitant les corps intermédiaires et ce qu'il nomme l'« État profond » de la fonction publique, en s'en remettant à des cabinets privés de conseil ou à des conseils a-constitutionnels tels que le Conseil de défense, en réduisant la France au statut de « *start-up nation* » et en la gérant comme un patron méprisant ses employés, « Gaulois réfractaires ».

Une chronique : Les casseroles de Macron, un totem de plus dans la cocotte-minute

Le résultat ne se fit pas attendre. Lui qui voulait apaiser la France provoqua le plus grave mouvement social depuis Mai 68, celui des Gilets jaunes dont le spectre continue de hanter la Macronie. La main sur le cœur, Emmanuel Macron assura, au début de la pandémie de Covid-19, avoir compris que tout ne pouvait être remis aux lois du marché. À plusieurs reprises, il promit avoir changé pour désamorcer l'indignation que provoquait sa morgue. De nouvelles petites phrases assassines prouvèrent aussitôt qu'il en était incapable. Il maintint son cap néolibéral et fit alliance avec Nicolas Sarkozy en 2022 pour imposer une réforme financière de la retraite en dépit de l'opposition persistante de l'opinion et de l'ensemble des forces syndicales, non sans faire fi de leurs contre-propositions.

Face au nouveau mouvement social massif qui s'est ensuivi, Emmanuel Macron

s'est enfermé dans le déni et le sarcasme. Il argue de la légitimité démocratique en répétant que la réforme figurait dans son programme et qu'elle a été adoptée selon une voie institutionnelle validée par le Conseil constitutionnel.

## Une réalité parallèle

Sauf que :

- 1) Emmanuel Macron n'a été réélu que grâce aux voix de la gauche, hostile au report de l'âge de la retraite ;
- 2) le peuple ne lui a pas donné de majorité parlementaire lors des législatives qui ont suivi le scrutin présidentiel ;
- 3) le projet portait sur les « principes fondamentaux de la Sécurité sociale », lesquels relèvent de la loi ordinaire, et non d'une loi de « financement de la Sécurité sociale » (article 34 de la Constitution), cavalier législatif qui a rendu possible le recours à l'article 49.3 pour imposer le texte ;
- 4) le gouvernement s'est résigné à cette procédure parce qu'il ne disposait pas de majorité positive, mais de l'absence de majorité pour le renverser au terme d'une motion de censure ;
- 5) le Conseil constitutionnel est composé de personnalités politiques et de hauts fonctionnaires, non de juristes, et se préoccupe moins du respect de l'État de droit que de la stabilité du système comme l'avait déjà démontré son approbation des comptes frauduleux de la campagne électorale de Jacques Chirac, en 1995 ;
- 6) le détournement de la procédure parlementaire a suscité la désapprobation de nombre de constitutionnalistes et s'est accompagné du refus de toute négociation sociale.

Comme en 2018, Emmanuel Macron répond à la colère populaire par la violence policière. Atteintes à la liberté constitutionnelle de manifester, utilisation de techniques conflictuelles de maintien de l'ordre, usage d'un armement de catégorie militaire qui cause des blessures irréversibles telles que des éborgnages ou des mutilations ont entraîné la condamnation de la France par les organisations de défense des droits de l'homme, le Conseil de l'Europe, la Cour européenne de justice, les Nations unies.

Face à ces accusations, Emmanuel Macron s'enfonce dans une réalité parallèle et radicalise son discours politique. À peine réélu grâce aux voix de la gauche, dont celles de La France insoumise, il place celle-ci hors de l'« arc républicain » dont il s'arroge le monopole de la délimitation. Il voit la main de l'« ultragauche » dans la contestation de sa réforme. Il justifie les violences policières par la nécessité de lutter contre celles de certains manifestants.

Sauf que, à nouveau :

- 1) le refus, récurrent depuis l'apport des suffrages de la gauche à Jacques Chirac en 2002 et le contournement parlementaire du non au référendum de 2005, de prendre en considération le vote des électeurs quand celui-ci déplaît ou provient d'une autre famille politique que la sienne discrédite la démocratie représentative, nourrit un abstentionnisme délétère et pousse à l'action directe pour faire valoir ses vues, non sans succès pour ce qui fut des Gilets jaunes et des jeunes émeutiers nationalistes corses auxquels il fut accordé ce qui avait été refusé aux syndicats et aux élus ;
- 2) le non-respect des décisions de justice par l'État lorsque des intérêts agro-industriels sont en jeu amène les écologistes à occuper les sites des projets litigieux, au risque d'affrontements ;
- 3) la stigmatisation d'une ultragauche dont l'importance reste à démontrer va de pair avec le silence du gouvernement à propos des voies de fait de l'ultradroite identitariste et des agriculteurs productivistes qui multiplient les agressions contre les écologistes.

## « Ce n'est pas être un black bloc que de dénoncer les excès structurels de la police »

Ce n'est pas être un « amish » et vouloir retourner « à la bougie » que de s'interroger sur la 5G ou sur l'inconsistance du gouvernement quand il défend à grand renfort de grenades les méga-bassines alors que se tarissent les nappes phréatiques du pays. Ce n'est pas être un black bloc que de dénoncer les excès structurels de la police. Ce n'est pas être un gauchiste que de diagnostiquer la surexploitation croissante des travailleurs au fil de la précarisation des emplois et au nom de logiques financières, de repérer le siphonnage du bien public au profit d'intérêts privés, ou de déplorer le « pognon de dingue » distribué aux entreprises et aux contribuables les plus riches. Point besoin non plus d'être grand clerc pour comprendre que la Macronie n'aime pas les pauvres. Elle n'a plus d'autre réponse que la criminalisation des protestations. Elle souhaite maintenant dissoudre la nébuleuse des Soulèvements de la terre que parrainent l'anthropologue Philippe Descola, le philosophe Baptiste Morizot, le romancier Alain Damasio ! Quand Gérald Darmanin entend le mot culture il sort son LBD.

Dans cette fuite en avant, un pas décisif a été franchi lorsque le gouvernement s'en est pris à la Ligue des droits de l'homme. Ce faisant, la Macronie s'est de son propre chef placée en dehors de l'« arc républicain ». Cette association, née, faut-il le rappeler, de l'affaire Dreyfus, est indissociable de l'idée républicaine. Seul le régime de Pétain avait osé l'attaquer. Sur la planète, ce sont bien les Poutine et les Orban, les Erdogan et les Modi, les Kaïs Saïed ou les Xi Jinping qui tiennent de tels propos. Oui, la France bascule.